



EMPLOI, FORMATION, QUOTIDIEN DES AGENTS : IL EST TEMPS DE PASSER À L'ACTION

COMMUNIQUÉ DU BN

FORMATION
DES
TSEEAC

RECRUTEMENT
ICNA

INFLATION

FAVORISER LA
RECONNAISSANCE
ET
L'EPANOUISSEMENT
AU TRAVAIL

VIGIE
TRAFIC

CONTRÔLES
DES HEURES

Le bureau national du SNNA FO s'est réuni ce lundi 4 mai.

Des sujets très différents ont été abordés, mais un même constat revient : les agents attendent désormais des réponses concrètes. Les difficultés sont connues ; il faut maintenant les traiter.

C'est particulièrement vrai sur la formation et le recrutement.

Le Bureau national souhaite la reprise rapide des travaux groupe de travail n°9, consacré à la formation des TSEEAC. Ce sujet est essentiel pour l'avenir du corps, la reconnaissance des compétences et la place des TSEEAC dans la DGAC.

Dans ce cadre, le SNNA FO réitère sa demande de classer l'ensemble des organismes des listes 9 à 11 en ICNA TWR et d'ouvrir la SPS à tous les TSEEAC détenteurs d'une licence de contrôle. Cette mesure permettrait aux agents affectés comme contrôleurs aujourd'hui d'envisager l'avenir avec plus de sérénité, en leur garantissant une possibilité de mutation vers des postes de contrôleur en cas de désengagement de la DSNA de leur organisme.

Elle permettrait également, à moyen terme, d'alimenter les terrains ICNA TWR, alors qu'il n'existe aujourd'hui ni filière de formation pleinement adaptée, ni plan de mobilité suffisamment cohérent pour répondre aux besoins. Ainsi la DGAC pourrait sécuriser les parcours des agents et anticiper les besoins opérationnels.

Le SNNA FO dénonce également l'absence de convocation du groupe de travail n°5, relatif à la mise en place d'une filière de recrutement à Bac+3 de contrôleurs aériens, et ainsi la dissonance entre un discours qui pointe le manque d'effectif et l'absence d'efforts faits sur le levier possible d'amélioration du problème qu'est le GT5.

Le manque d'effectifs est connu, ses conséquences aussi, notamment sur les retard du trafic aérien. Les départs à la retraite vont s'accélérer. Dans ce contexte, la DGAC ne peut plus se permettre de perdre du temps. Il faut être pragmatique : recruter, former, anticiper.

Cette exigence de concret vaut aussi pour le quotidien des agents.

Avec la hausse du carburant et les tensions sur le pouvoir d'achat, beaucoup de collègues voient leurs contraintes s'aggraver. Quelques mesures timides ont été initiées, notamment à l'ENAC. C'est un début, mais cela ne suffit pas.

L'administration doit faciliter la vie des agents les plus exposés : plus de souplesse dans l'organisation du temps de travail, une amélioration réelle du télétravail lorsque les missions le permettent, des horaires mieux adaptés quand c'est possible, et une écoute plus directe des difficultés vécues sur le terrain. Se déplacer coûte plus cher, les trajets pèsent davantage, et certains agents rencontrent aujourd'hui de vraies difficultés pour faire face.



Le bureau national a également évoqué la situation à la vigie trafic de Roissy, après le préavis de grève déposé et levé par deux autres organisations syndicales.

Le SNNA FO travaille depuis longtemps à la Vigie pour défendre nos collègues avec sérieux. Nombre des revendications portées par les autres organisations syndicales récemment étaient déjà obtenues par FO, voire déjà actées. Nous regrettons donc la méthode employée. De notre côté, nous poursuivrons simplement notre travail de construction pour les agents de la Vigie.

**Notre ligne reste la même :
fermeté sur le fond,
responsabilité dans la
méthode.**

Dans ce même esprit, le bureau national poursuivra ses échanges avec les centres et services. Le terrain reste indispensable : rien ne remplace le contact direct avec les agents. Mais nous voulons aussi utiliser davantage les visioconférences lorsqu'elles permettent de se rapprocher de collègues plus nombreux, notamment sur des sites éloignés, sans multiplier inutilement les déplacements.

C'est une question de cohérence et de responsabilité : les ressources du syndicat sont celles des adhérents, issues de leurs cotisations. Les utiliser avec discernement, c'est être plus présents, plus souvent.

Aussi, nous appelons l'administration à sortir d'une approche trop administrative et théorique de la qualité de vie au travail. Les indices QVAT peuvent avoir leur utilité, mais ils ne remplacent pas l'écoute des agents.

La qualité de vie au travail se voit dans les plannings, les trajets, la fatigue, les tensions d'équipe, les contraintes familiales, les fins de mois et les difficultés très concrètes du quotidien. Elle se mesure aussi à la capacité de l'administration à garantir l'équité entre les services et entre les agents, pour que les règles ne varient pas selon les sites, les métiers ou les situations locales. C'est là que l'administration doit regarder.

Enfin, le SNNA FO s'inquiète des récentes suspensions de licences suite à des contrôles de la DSAC. Si la mission de contrôle de la DSAC est légitime et nécessaire, il nous semble essentiel que le principe du contradictoire soit systématiquement appliqué afin de permettre aux agents d'apporter les éclaircissements nécessaires avant toute décision.

Plus largement, l'émergence de mesures individuelles faisant suite à des audits de la DSNA souligne un besoin urgent de clarification des processus. Pour le SNNA FO, la priorité doit être la sécurisation du suivi des heures. Tant que les modalités de déclaration et de contrôle ne sont pas parfaitement harmonisées et lisibles pour tous, l'approche pédagogique doit primer sur la sanction.

Le dialogue social gagnerait à ce que l'administration travaille, en concertation, à l'amélioration de la fiabilité des outils de suivi. Cela permettrait de garantir une équité de traitement et d'éviter que des agents, comme ceux de la DSAC et de la DSNA, ne se retrouvent dans une position inconfortable par simple application d'un cadre réglementaire dont les modalités pratiques restent à stabiliser.

Pour le SNNA FO, une DGAC efficace est une DGAC qui respecte ses agents, les écoute et leur donne les moyens de travailler correctement.

Le SNNA FO continuera à porter une ligne claire : remettre l'agent au centre, défendre le service public et préserver l'unité de la DGAC.